

Droit, économie, gestion mention droit public spécialité conseil et contentieux des personnes publiques

RNCP11085 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g, 128
Code(s) ROME	K1903, K1904, K1404
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Rennes I
<http://www.univ-rennes1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Dans les collectivités publiques (état, région, département, communes, établissements publics) : il est juriste spécialisé en conseil et gestion en matière de contentieux. A ce titre, il intervient sur les questions d'urbanisme, expropriation, marchés, ressources humaines, risques pénaux, environnement... etc...

Il peut être également magistrat administratif, avocat spécialisé en droit public et /ou en droit européen : ses clients sont soit des personnes publiques, soit des personnes privées ou entreprises, futurs partenaires de l'administration ou partenaires voulant contester ses décisions.

Dans de grandes entreprises ou groupes : il est juriste spécialisé en droit des collectivités locales et contribue à la négociation et l'aide à la décision en matière de marchés publics, de délégation de services publics.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le diplômé :

- Appréhende l'environnement et les activités du conseil et du contentieux : les institutions, cabinets d'avocats, juridictions administratives, services juridiques des collectivités, leur culture et fonctionnement.
- contribue au processus décisionnels et opérationnels,
- maîtrise les outils et techniques du conseil et du contentieux,
- réalise une veille juridique active,
- sait rechercher, lire, comprendre, analyser et tirer des enseignements des décisions de justice,
- met en œuvre des techniques et des stratégies de conseil et de contentieux,
- prévient les litiges, alerte les services sur les activités à risque (en matière d'environnement, de responsabilité pénale des élus et des fonctionnaires par exemple...),
- élabore des solutions en cas de litige,
- propose des clauses d'arbitrage ou de médiation dans les contrats,
- contribue à évaluer le coût des actions et des litiges en lien avec les services financiers,
- juge les litiges où est impliquée l'administration (quand il est magistrat),
- forme et encadre les personnels qui travaillent sous sa direction,
- contribue dans la dimension transversale de son institution à la sensibilisation des personnels à la culture juridique

dans l'institution et à la notion de risque juridique.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Administrations d'État (Préfectures, DDE, DDA)
- Administrations territoriales (Régions, départements communes et regroupements)
- Établissements publics (hôpitaux, offices HLM, CCAS)
- Juridictions (Conseil d'État, Tribunaux administratifs)
- Cabinets d'avocats
- Entreprises passant beaucoup de marchés publics ou de délégations de services publiques

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Responsable du service juridique au sein d'une collectivité (Région, Conseil général, Commune,...)
- Responsable du suivi des marchés public
- Juriste chargé des marchés publics
- Juriste marchés publics et droit des assurances
- Contrôleur externe des marchés publics
- Responsable du contentieux locatif
- Responsable du service urbanisme dans une collectivité
- Juriste pour une Direction Générale des services / ou Direction des Affaires Juridiques / ou Direction des Ressources humaines
- Juriste en droit public
- Juriste en droit immobilier
- Directeur pour la Direction de la commande publique
- Directeur des services juridiques dans une collectivité
- Directeur adjoint chargé des affaires juridiques et du développement
- Responsable contentieux (Cabinet d'assurances)
- Collaborateur en droit public des affaires (Cabinet juridique)
- Avocat en droit public
- Avocat en droit de l'urbanisme
- Avocat collaborateur en conseil et contentieux public
- Avocat en droit des collectivités
- Conseillers de tribunaux administratifs ou de cours administratives d'appel

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Universitaires et professionnels ayant contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury déterminé par l'Université de Rennes 1

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.univ-rennes1.fr/>

<http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

Université de Rennes 1

Faculté de Droit et Science Politique

SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/11085/>